

MUNICIPALES 2026 > 2032

DONNER DE LA VOIX À L'ESS !

L'Économie
sociale et
solidaire agit
pour l'intérêt
général

Engageons-nous
ensemble !



L'Économie sociale et solidaire, des acteurs du territoire

L'Économie Sociale et Solidaire (ESS) regroupe des organisations de toutes tailles et de tous les domaines d'activité, construites par des **collectifs d'acteurs**, pour l'intérêt général.

Les organisations qui choisissent ce modèle économique (associations, mutuelles, coopératives, fondations, sociétés commerciales) se concentrent principalement sur leur utilité sociale et environnementale, leur responsabilité territoriale : partage des richesses produites, développement local des territoires, qualité des emplois créés, implication des citoyen-ne-s, responsabilité sociale ou sociétale, transition écologique...

L'ESS EN BRETAGNE

1^{ÈRE} RÉGION

pour le poids de l'ESS dans l'économie

14,1 % DE L'EMPLOI

soit 171 782 salariés

11,3 % DES ÉTABLISSEMENTS

soit 12 561 établissements

Pour des territoires bretons plus solidaires et résilients

UNE RÉPONSE SIGNIFICATIVE À L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

À travers [la loi du 31 juillet 2014](#), l'ESS est reconnue comme un « mode d'entreprendre et de développement économique » essentiel.

Le [rapport de la Cour des Comptes](#) paru en septembre 2025 met en évidence le rôle considérable joué par l'ESS dans la mise en œuvre des politiques publiques, pour garantir des droits ou assurer des services, dans le prolongement de l'action de l'État. Il démontre également que l'ESS ne perçoit que 7 % des aides publiques totales destinées aux entreprises, bien qu'elle représente 13,7% de l'emploi privé au national. L'ESS est donc loin d'être subventionnée. Chaque euro investi dans l'économie sociale et solidaire constitue un levier qui active un modèle économique déjà productif et efficient.

Les domaines d'action de l'ESS peuvent contribuer à l'**ensemble des compétences d'une collectivité territoriale** : action sociale et santé, transport et mobilité, culture, éducation populaire, jeunesse et sport, développement économique et touristique, enseignement, petite enfance et activités extrascolaires, numérique, politique de la ville, emploi et insertion professionnelle, agriculture et alimentation, collecte, valorisation et gestion des déchets, vieillissement et séniors, logement et cadre de vie...

Sur tous ces enjeux, par ses valeurs de solidarité, de démocratie et d'ancrage territorial, l'ESS porte en elle des ressources à même de contribuer à un **développement local** alliant **cohésion territoriale et résilience** économique et écologique.

Expertise pour s'adapter finement aux besoins et ressources de chaque territoire, l'ESS propose divers leviers d'action à mobiliser par les collectivités locales dans le déploiement de leurs missions et activités d'intérêt général.

Édito

La Bretagne est la première région de France concernant le poids de l'ESS dans l'économie, avec **14,1% de l'emploi** soit 171 782 salarié·e·s réparti·e·s sur le territoire breton. Ce nombre est révélateur de l'engagement et de la détermination de l'ESS bretonne pour répondre aux besoins locaux de développement économique, et aux attentes des habitant·es qui font vivre nos territoires.

Lors des mandats précédents, de nombreux projets et entreprises de l'ESS ont vu jour en Bretagne, en coopération étroite avec des communes et intercommunalités : développement de filières de réemploi, soutien à l'alimentation durable, inclusion sociale, mobilité durable et solidaire, transition écologique, maintien des commerces de proximité... Ces projets créent des emplois locaux non délocalisables, donnent accès à des **biens et services essentiels** aux habitant·es, et constituent aussi souvent des lieux de sociabilité, d'entraide et de rencontres, qui **revitalisent la vie locale et tissent des solidarités** essentielles.

L'ESS se positionne donc comme un **partenaire clé** des communes et intercommunalités pour construire ensemble des réponses aux enjeux économiques, de transition écologique, de cohésion sociale, et contribuer à faire de nos territoires des **espaces dynamiques, résilients et plus robustes**.

À l'occasion de ces nouvelles échéances électorales, une nouvelle étape s'ouvre pour nos territoires. L'ESS bretonne se tient à disposition des futur·es élu·es locaux pour travailler en partenariat, **au service des habitant·e·s de la Bretagne**.

Michel Pier Jézéquel, Président de la Cress Bretagne

Laurence Falkenstein, Vice-Présidente territoriale de la Cress Bretagne et Présidente d'ESS Armor



Engagez-vous avec l'Économie sociale et solidaire

3 axes pour s'engager

Axe 1 > Intégrer l'ESS comme pilier transversal de l'action publique locale

« L'économie sociale et solidaire n'est pas une démarche philanthropique, ou le supplément d'âme des politiques publiques, elle doit avoir une place stratégique au cœur de celles-ci, et irriguer la plupart des politiques publiques. (...) Les collectivités locales, organisatrices du dialogue de proximité avec la société civile, ont, aux côtés de l'Etat, un rôle fondamental afin de favoriser le développement de l'ESS dans les territoires. »

Extrait de la déclaration commune des réseaux de collectivités locales en faveur de l'ESS – 2013

ACTIONS CONCRÈTES

1. Sensibiliser et former l'ensemble des élu·e·s et des technicien·ne·s aux principes, modèles et apports de l'économie sociale et solidaire pour les territoires.

2. Nommer un·e élu·e délégué·e à l'ESS et ou désigner des référent·e·s ESS dans les conseils dans chaque commune et intercommunalité, afin de garantir la transversalité de l'ESS, renforcer sa visibilité et assurer un suivi régulier des projets et besoins.

3. Définir une feuille de route ESS pluriannuelle, des politiques économiques intégrant un volet ESS... et en assurer le suivi dans une commission mixte collectivité-acteurs ESS (évaluation, mesure d'impact).

4. Rejoindre les réseaux territoriaux tels que Bruded ou le RTES pour s'inspirer, se former, partager des solutions concrètes entre pair.es.

Les pôles ESS et la Cress Bretagne peuvent vous accompagner sur la mise en œuvre de ces actions !

PAR EXEMPLE ?

Le pôle ESS Rich'ESS a accompagné **Saint-Brieuc Armor Agglomération** dans un [parcours](#) de découverte, de diagnostic de l'ESS sur le territoire, et de formalisation d'une feuille de route ESS.

Des technicien·ne·s du Département d'Ille-et-Vilaine sont **formé·e·s par les pôles ESS** depuis 2022.

Axe 2 > Faire « gagner du terrain » à l'ESS pour dynamiser le territoire

La stratégie foncière est un levier clé pour installer des activités dans les territoires, à l'échelle d'un quartier en ville et d'un bourg en milieu rural. Avoir accès à des locaux est un préalable à l'implantation d'activités en ESS. Par ailleurs, les activités ESS sont portées par des collectifs d'acteurs que la collectivité peut appuyer au quotidien, ou rejoindre !

ACTIONS CONCRÈTES

- 1. Faciliter la création de lieux de proximité ESS :** tiers-lieux, espaces associatifs, structures de réemploi, lieux hybrides de services.
- 2. Faciliter le fonctionnement quotidien des structures ESS :** accès aux salles, mise à disposition de matériel, simplification des financements et conventions.
- 3. Intégrer un volet ESS dans la stratégie foncière :** identifier et sanctuariser dans le PLUi (Plan Local d'Urbanisme intercommunal) du foncier dédié aux activités ESS, mobiliser le foncier et l'immobilier transitoire.
- 4. Soutenir l'initiative citoyenne, l'entrepreneuriat et globalement la création d'activités ESS sur le territoire, dès le montage du projet (participation aux études de faisabilité...).** Si la collectivité veut répondre ou identifier un besoin, elle peut faire appel aux pôles ESS afin de favoriser la création d'activités bénéfiques au territoire.

PAR EXEMPLE ?

A Saint-Senoux, la commune a pris une part dans la SCIC « Le Baranoux », mis un local à disposition (propriété de la commune par legs avec obligation d'en faire une épicerie), et accordé une subvention pour la rénovation du bâtiment.

Questembert Communauté a fait évoluer son plan local d'urbanisme pour faciliter l'installation de la Ressourcerie, retrouvez leur [témoignage à deux voix](#).

Le restaurant coopératif Pépites!, installé dans le quartier de Maurepas à Rennes, s'est développé à la suite d'une étude d'opportunité confiée par la collectivité au TAG35, dispositif porté par les pôles ESS.

Axe 3 > S'appuyer sur l'ESS, alliée des politiques publiques

Sur l'ensemble des politiques publiques d'une commune ou intercommunalité, des propositions simples peuvent se mettre en place pour favoriser l'emploi local et les réponses sur-mesure aux besoins du territoire.

ACTIONS CONCRÈTES

- 1. Soutenir la demande :** intégrer des critères favorables à l'ESS dans les marchés publics, afin d'orienter les achats publics vers un modèle économique responsable, par exemple en s'équipant en seconde main.
- 2. Affirmer le soutien à la construction de réponses pérennes aux besoins du territoire, en accordant des **financements socles plurianuels**, en donnant de la visibilité aux projets sociaux et solidaires du territoire (affichage publics, journaux communaux).**
- 3. Promouvoir le secteur non marchand** et lutter contre la financement, notamment dans le domaine de la **santé** et des **services essentiels**.
- 4. S'appuyer sur l'expertise** des acteurs ESS pour construire des politiques publiques sectorielles, en instaurant des espaces de coopération.

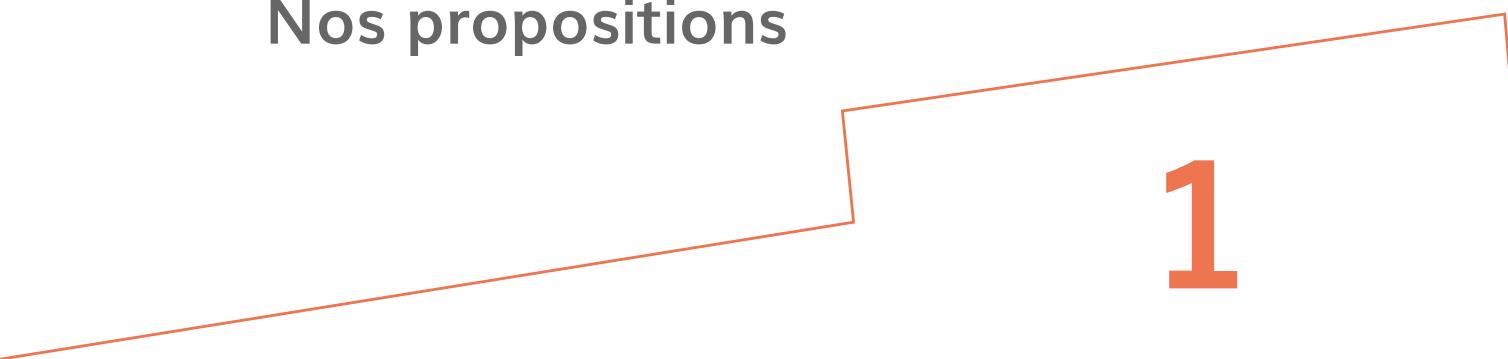
PAR EXEMPLE ?

Golfe Morbihan Vannes Agglomération a mis en place une stratégie de développement des **achats responsables** avec des objectifs visant à développer des marchés auprès des structures ESS et en identifiant, avec le pôle et la Cress, les fournisseurs ESS du territoire.

Lannion-Trégor Communauté a confié la réalisation d'une étude-action à l'ADESS Ouest Côtes d'Armor afin de modéliser et tester des boucles de valorisation locales des coquilles d'huîtres.

S'appuyer sur notre expertise pour vos compétences locales

Nos propositions



1

Stimuler les coopérations économiques pour dynamiser son territoire

ACTIONS CONCRÈTES

1. Mettre en place une stratégie de développement des achats responsables au sein de sa collectivité : en sensibilisant les technicien·ne·s de vos collectivités à ce que l'ESS peut proposer comme solutions, services ou produits, en mettant en place un Schéma de Promotion des Achats Socialement et Écologiquement Responsables (SPASER), en identifiant les fournisseurs ESS du territoire et en valorisant l'impact social, environnemental et économique de ces achats.

2. Soutenir la demande : intégrer des critères favorables à l'ESS dans les marchés publics, afin d'orienter les achats publics vers un modèle économique responsable, par exemple en s'équipant en seconde main, en faisant appel à des traiteurs s'inscrivant dans une démarche d'alimentation durables pour

vos événements ou en intégrant des clauses sociales ou environnementales.

3. Soutenir les dynamiques de coopérations territoriales : en s'impliquant dans la gouvernance des projets par exemple en prenant des parts dans une Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC), en rassemblant les acteurs économiques d'un territoire autour de valeurs communes ou en participant à une dynamique de Pôle Territorial de Coopération Économique (PTCE).

4. Co-construire des politiques publiques en lien avec les enjeux locaux : en s'appuyant sur les acteurs ESS du territoire pour animer des dynamiques de concertation citoyenne et favoriser l'intelligence collective pour susciter l'adhésion et la participation des habitant·e·s.

Exemples

Le [SPASER](#) de Golfe du Morbihan - Vannes Agglomération.

Le [partenariat](#) entre [Énergies Citoyennes en Pays de Vilaine](#) et [Redon Agglomération](#) sur l'élaboration du Plan Climat Air Énergie territorial.

Le PTCE [«Coat&Co - Le Village des Transitions»](#), né du partenariat entre [Leff Armor communauté](#), l'ADESS Ouest Côtes d'Armor et Echobat.

Soutenir des lieux de proximité solidaires pour des territoires vivants

ACTIONS CONCRÈTES

1. **Impulser ou favoriser la structuration d'un collectif citoyen** en soutenant la communication et l'implication du plus grand nombre.

2. **Identifier, acquérir et aménager un foncier ou un bâtiment** : faciliter la mise en lien avec des propriétaires et les relations sur le territoire.

3. **Soutenir dans le temps en contribuant à une dynamique commerciale** (établir un dialogue entre les acteurs du territoire, s'approvisionner lors d'événements et communiquer pour faire connaître l'activité).

2

Exemples

Après une étude d'implantation d'un commerce par le pôle ESS ADESS Ouest Côtes-d'Armor en 2022, l'épicerie associative **Mon Epi Plélo** voit le jour en 2023 et compte aujourd'hui plus de 40 adhérents bénévoles qui travaillent auprès de 22 producteurs du territoire.

Au cœur du Roi Morvan, la SCIC **le Grand Manger** - tiers lieux se définit comme coopérative nourricière : si le restaurant est le pilier du lieu, c'est tout un écosystème qui s'est mis en place autour (coworking, ateliers, événements, boutique, ...) mettant en lumière la richesse des initiatives du territoire.

Permettre l'accès à un logement digne et durable, pour toutes et tous, tout au long de la vie

ACTIONS CONCRÈTES

1. **Mettre en place une stratégie foncière** (réserves, préemptions, orientation d'aménagement et de programmation) pour sécuriser des terrains à prix maîtrisés et produire des logements abordables, permettant un parcours d'accès sociale à la propriété.

2. **Soutenir les acteurs et filières locales de l'ESS** qui (re)-construisent autrement : habitat léger, bas carbone, matériaux biosourcés, réemploi et économie circulaire.

3. **Lutter contre le mal-logement via des dispositifs d'«aller vers» en impliquant les personnes concernées** : repérer les logements indignes et la précarité énergétique, coordonner l'action avec services sociaux et associations.

4. **Utiliser les outils de régulation pour favoriser le logement permanent** (secteurs à vocation de résidence principale dans les PLU(i), fiscalité des résidences secondaires, encadrement des meublés touristiques) et réduire la vacance.

3

Exemples

Plusieurs intercommunalités - **Saint-Malo Agglomération, Auray Quiberon Terre Atlantique ou Rennes Ville et Métropole** - ont créé ou adhéré à des Organismes de foncier solidaire, souvent associatifs, permettant de décorrélérer l'usage du foncier et de l'habitat et de développer l'usage du bail réel solidaire.

La **Communauté de communes Val d'Ille-Aubigné**, comme d'autres, a soutenu pendant 1 an le déploiement du Bricobus permettant à des ménages aux revenus modestes de faire des « petits travaux ».

Les **communes du Centre Ouest Bretagne**, en partenariat avec la Fondation pour le Logement des Défavorisés, ont développé le « fonds zéro abandon » afin de lutter contre la précarité énergétique et la vétusté de certains foyers.

Accompagner le pouvoir d'agir et la participation des jeunes

ACTIONS CONCRÈTES

1. Co-construire avec les jeunes en les associant à l'élaboration des politiques publiques et en particulier celles qui les concernent, en étant partie prenante de projets de territoire menés par ou avec des jeunes, comme les coopératives jeunesse de services CJS.

2. Sensibiliser les jeunes aux valeurs et principes de l'ESS dans toutes les actions qui favorisent la connaissance des métiers, l'orientation et l'entrepreneuriat (forum métier, hackathon jeunesse, nuit de l'orientation, cursus scolaire,...).

3. Soutenir dans les écoles ou en dehors, les dispositifs d'éducation à la citoyenneté, à l'environnement, à l'engagement collectif.

4. Soutenir l'engagement des jeunes et les initiatives ESS proposées par des jeunes en leur attribuant des financements, un accompagnement logistique, des espaces de rencontre ou encore en valorisant les parcours d'engagement des jeunes dans les communications locales.

4

Exemples

La Ville de Saint-Brieuc, Saint-Brieuc Armor Agglomération et Le Département des Côtes-d'Armor ont soutenu le déploiement d'[actions innovantes portées par des jeunes](#) du territoire dans le cadre des Coopératives Jeunesse de Services.

Le pôle ESS Loudia-Pondi anime un Hackathon jeunesse sur Loudéac Communauté avec les établissements scolaires et acteurs jeunesse du territoire et en partenariat avec Loudéac Communauté et la ville de Loudéac.

Coopérer avec les acteurs du réemploi solidaire pour préserver les ressources du territoire

ACTIONS CONCRÈTES

1. Mettre en place des espaces de dialogues et de travail réguliers avec les acteurs du réemploi solidaire de son territoire en nommant, par exemple, un.e élu.e au réemploi solidaire dans votre équipe municipale ou communautaire.

2. Sensibiliser en diffusant et relayant les opérations de sensibilisation et de prévention menées par les acteurs de l'ESS sur votre territoire auprès des habitants pour réduire les déchets tout en augmentant le réemploi des objets.

3. Proposer systématiquement, dans vos canaux de communication, une place pour les actualités du réemploi.

4. Soutenir en accompagnant les projets de création d'activités ou de développement de réemploi solidaire sur votre territoire avec des outils et des dispositifs dédiés.

5. Proposer des solutions pour faciliter l'accès au foncier pour les structures du réemploi solidaire de votre commune.

5

Exemples

[Les Halles en Communs](#) à Rennes, où Rennes Ville et Métropole via Territoires, a échelonné les loyers dans le temps pour permettre aux acteurs du réemploi de stabiliser leurs activités et de se développer sereinement !

[Le Phare](#) à Bain-de-Bretagne, nouveau lieu dédié à la jeunesse et au numérique a été entièrement meublé avec du mobilier de seconde vie. Tout cela a été rendu possible grâce à Bretagne Porte de Loire Communauté qui a lancé un appel d'offre conditionné par l'aménagement avec 100% de réemplois !

Soutenir une agriculture durable, vivante et territoriale

6

ACTIONS CONCRÈTES

1. **Co-construire en renforçant la démocratie alimentaire** par une ouverture et un accompagnement d'initiatives paysannes, citoyennes et locales. Par exemple : favoriser les circuits courts, l'éducation à l'alimentation ou initier des jardins solidaires et inclusifs. Faire de la question alimentaire un sujet transversal entre les services de la collectivité.

2. **Sensibiliser en accompagnant de manière structurante les projets locaux** qui participent au repérage, à la sensibilisation et à l'accompagnement des cédant·e·s et des futur·e·s paysan·ne·s.

3. **Favoriser en engageant clairement son territoire vers des pratiques agro-écologiques.** Par exemple : se fixer des objectifs de surfaces agricoles bio et développer une politique de préservation et de maîtrise du foncier et bâti agricole.

4. **Soutenir en accompagnant le développement de débouché locaux.** Par exemple : appuyer des outils mutualisés de transformation, de stockage ou de distribution.

Exemples

Les deux EPCI du Pays de Fougères ont initié en 2019 la [mise en place d'un PAT](#) co-porté par **Couesnon Marches de Bretagne, Fougères Agglomération** et le Pôle ESS du pays de Fougères, ÉcoSolidaireS. Cette gouvernance innovante renforce la co-construction participative des programmes d'actions.

REDON Agglomération a missionné plusieurs associations des 3 départements pour favoriser la [transmission des fermes](#) de son territoire. Parmi les actions soutenues : un travail de porte-à-porte par le Réseau CIVAM 35 IT auprès des agriculteurs âgés de 55 ans et plus, pour les interroger sur les perspectives de leurs fermes après leur départ à la retraite. La perspective étant de contribuer à maintenir un tissu agricole dense et diversifié sur le territoire.

Favoriser l'accès à une alimentation saine, durable et locale pour toutes et tous

7

ACTIONS CONCRÈTES

1. **Co-construire en soutenant le développement d'outils ou organisations de mutualisation entre agriculteur·ice·s contribuant à la structuration de filières alimentaires territoriales.**

2. **Sensibiliser en renforçant la démocratie alimentaire de la terre à la terre, de la ferme au compost.** Intégrer les questions alimentaires dans les services dédiés à la démocratie et développer des actions d'éducation à la santé et la prévention sur l'alimentation.

3. **Favoriser l'alimentation saine, durable et locale dans la restauration collective** (au-delà des objectifs Egalim) en instaurant des tarifs sociaux pour la restauration scolaire.

4. **Soutenir en accompagnant structurellement les acteurs de l'aide alimentaire, mais aussi en favorisant le développement d'expérimentations citoyennes nouvelles et adaptées aux territoires.**

Exemples

La Communauté de communes du Kreiz Breizh a initié dès 2013 une procédure de délégation de Service Public avec la SCIC Abattoir coopératif de Rostrenen afin de pérenniser l'outil et participer à une démarche d'économie locale par le développement de circuits courts.

La commune de **Ploeren** (56) a accueilli des ateliers Opti-courses avec la Mutualité Française Bretagne et le CCAS. Ce programme de promotion de la santé de l'INRAE vise à renforcer le pouvoir d'agir des populations en situation de précarité socio-économique, pour qu'elles puissent acquérir une alimentation plus saine et plus durable, sans dépenser plus.

Favoriser le réemploi de matériaux, premier gisement de déchets

ACTIONS CONCRÈTES

1. Former et acculturer les élu·e·s et technicien·ne·s des collectivités ainsi que les acteurs de la filière au réemploi des matériaux, en mettant en place des parcours de formation présentant les enjeux du secteur, des connaissances techniques et des informations pratiques dont des visites de chantier.

2. Favoriser le déploiement de la filière en étant exemplaire : fixation d'objectifs de réemploi de matériaux et réalisation d'un diagnostic ressources sur tous les projets de la collectivité, création d'une plateforme locale de stockage de matériaux déposés pour faciliter leur réemploi entre chantiers, en interne ou en partenariat avec d'autres acteurs, dont des entreprises d'insertion spécialisées.

3. Soutenir les acteurs ESS du secteur en facilitant l'accès au foncier, en les aidant financièrement au démarrage ou pour l'acquisition de matériel dédié, ou en permettant la collecte de matériaux en déchèterie.

8

Exemples

La [feuille de route économie circulaire](#) de Rennes Métropole engage sur des objectifs chiffrés en matière de réemploi dans le secteur du BTP et entraîne les acteurs économiques de son territoire par la signature d'une charte dont La Poste Immobilier, Angevin ou encore Territoires, l'aménageur de la métropole.

L'Écrouvis et Redon Agglomération ont mis en place un partenariat pour la mise en place de collectes de matériaux en déchèterie.

À Lorient, un [écosystème coopératif](#) composé d'une vingtaine d'acteurs du réemploi et/ou de l'habitat a été animé pour créer une dynamique économique autour du réemploi des matériaux qui réponde aux enjeux locaux.

Soutenir la mobilité durable et inclusive

ACTIONS CONCRÈTES

1. Former et acculturer les élu·e·s et technicien·ne·s des collectivités à cette nouvelle compétence mobilité et notamment aux enjeux et leviers de la mobilité inclusive et durable.

2. Communiquer de façon volontariste avec et sur les acteurs ESS de la mobilité inclusive et durable implantés sur les territoires, en formalisant des conventions pluriannuelles de partenariat ou en intégrant les acteurs aux instances de consultation/décision.

3. Cofinancer les actions en inscrivant la mobilité inclusive et durable dans les budgets socles prévisionnels ou en facilitant l'accès aux appels à projet et fonds.

9

Exemples

La Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau Daoulas qui a fait bénéficier à sa chargée de mission mobilité, dans le cadre du programme TIMS, de la [formation](#) de « Chargée de développement territorial mobilité durable et inclusive » dispensée par le réseau MOB IN (tête de réseau).

Le Pôle Métropolitain du Pays de Brest qui inscrit un [axe mobilité](#) dans la feuille de route du programme LEADER et soutient des solutions de mobilité inversée via un bus mobilité qui se déplace sur l'ensemble des communes.

Engager les transitions maritimes et littorales

10

ACTIONS CONCRÈTES

1. Organiser en lien avec les acteurs de l'ESS le nettoyage de plages et des actions de sensibilisation pour préserver le littoral.
2. Impulser des projets collectifs de territoire, en particulier autour de la valorisation des déchets maritimes.
3. Mettre en place des circuits courts alimentaires des produits de la mer, contribuant à préserver la ressource halieutique.

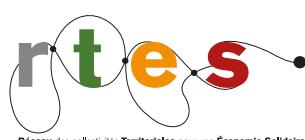
Exemples

Golfe du Morbihan Vannes Agglomération a sollicité l'association Les Mains dans le sable afin de proposer aux citoyens d'être confrontés à la pollution littorale à travers un accompagnement au ramassage de déchets sur les plages, suivi d'un tri caractérisé.

La mairie d'Evran, en lien avec Le Panier de la mer 35 (un chantier d'insertion porté par l'association Pass'Emploi), lance une expérimentation pour approvisionner la cantine de son EHPAD en espèces peu ou mal valorisées (ex : roussette). Les poissons seront ainsi préparés par les salariés en parcours d'insertion et livrés surgelés prêts à être cuisinés !

Pour aller plus loin

UNE RESSOURCE CLÉ



Réseau des collectivités Territoriales pour une Économie Sociale et Solidaire (RTES) :

→ [Kit MunicipalESS](#)

Quelques propositions portées par des réseaux sectoriels de l'ESS
(liste non exhaustive)

Le Mouvement Associatif :

→ [\(Re\)Faire Commune](#)

Union régionale des Scop & Scic de l'Ouest :

→ [Municipales 2026](#)

Fédération Nationale de la Mutualité Française :

→ [La Mutualité Française partenaire des territoires](#)

UNAPEI :

→ [Pour une ville accessible \(enjeux du handicap\)](#)

COORACE :

→ [Pour une commune engagée, inclusive et durable](#)

CROS - Comité national olympique sportif :

→ [Faire du sport une grande cause municipale, ensemble](#)

Bretagne Tiers-Lieux :

→ [Préparons-nous aux Municipales 2026](#)

REEB - Réseau d'Éducation à l'Environnement en Bretagne :

→ [Choisir l'éducation à l'environnement pour tous](#)

Mache - Mouvement pour une Alimentation Coopérative Humaine et Ecologique :

→ [Soutenir les commerces indépendants et engagés](#)

FNAB - Fédération Nationale d'Agriculture Biologique :

→ [Plus de bio dans la campagne](#)

Agrobio Bretagne :

→ [Municipales 2026](#)

Ehop covoiturage :

→ [Une offre de transport complète pour toutes et tous jusqu'au dernier kilomètre](#)

Union du Réemploi solidaire :

→ [Développer le réemploi solidaire](#)

MUNICIPALES 2026 > 2032

DONNER DE LA VOIX À L'ESS !



VOS INTERLOCUTEUR·RICE·S DANS LES PÔLES ESS DE BRETAGNE

Pays de Brest

→ Éliane Le Duff
(par interim)
eleduff@ess29.org

Pays de Morlaix

→ Emilie Cariou
ecariou@ess29.org

Pays de Cornouaille

→ Samuel Geny
sgeny@ess29.org

Pays de Centre Ouest Bretagne

→ Héloïse Pereira
adesk.cob@gmail.com

Pays de Loudéac

→ Amandine Dubois
a.dubois@adess-centrebretagne.bzh

Pays de Pontivy

→ Juliette Derian
j.derian@adess-centrebretagne.bzh

Pays de Lorient

→ Fabrice Jétain
fjetain@essbretagnesud.org

Pays d'Auray

→ Roman Marciñiak
rmarciñiak@essbretagnesud.org

Pays de Vannes

→ Julie Saison-Marra
jsaisonmarra@essbretagnesud.org

Pays de Ploermel

→ Sylvain Paboeuf
s.paboeuf@adess-centrebretagne.bzh

Pays de Guingamp

→ Marie Kerampran
m.kerampran@adess-ouest22.bzh

Pays de Lannion-Tregor

→ Gaëlle Roisné
g.roisne@adess-ouest22.bzh

Pays de Saint-Brieuc

→ Zoé Rouxel
zoe@richess.fr

Pays de Dinan

→ Sarah Scarrott
sarah@essprance.fr

Pays de Saint-Malo

→ Charlène Di Franco
charlene.difranco@ess35.bzh

Pays de Fougères

→ Victorine Peaudeau
victorine.peaudeau@ess35.bzh

Pays de Rennes

→ Assia Aich
assia.aich@ess35.bzh
→ Ilonka Sygiel
ilonka.sygiel@ess35.bzh

Pays de Brocéliande

→ Alexandra Le Calvez
alexandra.lecalvez@ess35.bzh

Pays des Vallons de Vilaine

→ Céline Rocheron
celine.rocheron@ess35.bzh

Pays de Redon

→ Anaïs Guyot-Montet
anais.guyot-montet@ess35.bzh

Pays de Vitré

→ Adèle Gérard
adele.gerard@ess35.bzh

CONTACT RÉGIONAL

→ Emilie Besnier
ebesnier@cress-bretagne.org



→ La Chambre régionale
de l'économie sociale et
solidaire, porte-voix des
organisations de l'ESS
en Bretagne

ess-bretagne.org